



Connect #32

Cher(e) abonné(e),

En cette nouvelle année qui débute, toute l'équipe Moniteur Juris vous présente ses meilleurs vœux de bonheur, santé et prospérité, pour vous-même et pour vos proches. Que cette année vous apporte aussi réussite et satisfactions professionnelles.

Comme chaque année, retrouvez le **calendrier des temps forts Moniteur Juris 2021**.

Ce calendrier va vous permettre d'être informé de toute l'actualité liée à votre abonnement. Vous y trouverez les dates d'envoi des newsletters, des emails Connect#, les dates de mises à jour de tous les contenus de Moniteur Juris, ainsi que les Rendez-Vous Expert qui jalonnent 2021.

Il nous reste donc à vous souhaiter une excellente utilisation de votre abonnement.

Nous vous renouvelons tous nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année, et vous prions d'agréer, cher(e) abonné(e), l'assurance de nos cordiales salutations.

L'équipe Moniteur Juris



VOTRE CALENDRIER 2021 EN VERSION DIGITALE

Nous vous invitons à l'ajouter à vos favoris et à vous y rendre régulièrement car ce calendrier sera constamment mis à jour et enrichi des liens pour accéder directement à tous les événements Moniteur Juris. **Le consulter régulièrement c'est, pour vous, l'assurance de tirer le meilleur parti de votre abonnement tout au long de l'année.**

JE LE DÉCOUVRE



RENDEZ-VOUS EXPERT JEUDI 7 JANVIER À 10H30

Impacts de la loi ASAP sur la commande publique

Publiée au *JO* du 8 décembre dernier, la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 contient des dispositions impactant directement les contrats de la commande publique. Certaines d'entre elles sont liées à la phase de passation des marchés avec l'ajout d'un nouveau cas de recours au marché passé sans publicité ni mise en concurrence ou bien encore la modification d'un des seuils de dispense de procédures. D'autres dispositions concernent la phase de passation mais aussi d'exécution des contrats comme l'article 132 de cette loi relatif aux circonstances exceptionnelles qui intègre de nouveaux Livres au sein du Code de la commande publique...

Laurent Sery avocat associé et **Elisabeth Lançon** avocate au sein du cabinet Adaltys (anciennement Adamas) vont décrypter les dispositions essentielles de cette loi.

▶ JE M'INSCRIS



En partenariat avec la revue *OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES*

RENDEZ-VOUS EXPERT MARDI 26 JANVIER À 15H

Actualité du droit de l'urbanisme

De la crise sanitaire à la réforme des SCoT et de la hiérarchie des normes en passant par la refonte des procédures de lutte contre l'habitat insalubre, sans oublier les éclairages nouveaux apportés chaque jour par la jurisprudence, les évolutions du droit de l'urbanisme sont nombreuses et les professionnels du droit, de l'urbanisme et de la construction doivent rester informés.

Ce webinaire a pour objectif de présenter l'actualité législative et jurisprudentielle récente afin d'aider les professionnels à adapter leurs pratiques.

Anthony Bichelonne est avocat au barreau de Lyon et associé au sein du cabinet Racine. Il s'est spécialisé en droit de l'urbanisme, de l'environnement et de l'immobilier.

▶ JE M'INSCRIS



RÉPONSES D'EXPERTS

Gérer la relation de sous-traitance dans les marchés publics

La sous-traitance, qui constitue un assouplissement au principe général de l'exécution personnelle des marchés publics, a fait l'objet d'une étude publiée en juillet dernier par l'OECP. S'il apparaît que son cadre juridique prévu par la loi du 31 décembre 1975 et le Code de la commande publique est connu par les différents acteurs, sa mise en œuvre soulève toutefois des difficultés pratiques s'agissant notamment de son périmètre, des modalités de paiement...

Raphaël Apelbaum avocat associé au sein du cabinet **LexCase** fait le point sur cette réglementation et apporte les réponses aux questions qu'elle soulève.

▶ J'ÉCOUTE SES RÉPONSES



COMPLÉMENT TERRITORIAL N°57 EST EN LIGNE

Outre les veilles législatives, réglementaires et jurisprudentielles, vous sont proposées 4 chroniques sur les thématiques suivantes :

- [Contrats administratifs et Covid-19 \(suite\)](#) (rubrique Contrats) ;
- [Obligation du port du masque et pouvoirs de police administrative du maire, une articulation inédite de la police spéciale et de la police générale](#) (rubrique Décentralisation) ;
- [Déploiement de l'application NexSIS 18-112 dans les services d'incendie et de secours et la sécurité civile : une atteinte à la concurrence ?](#) (rubrique Fonction publique) ;
- [Responsabilité et télétravail des fonctionnaires : prévenir les risques contentieux dans les collectivités territoriales](#) (rubrique Responsabilité).

JE LE CONSULTE



Mon compte

Parrainage



Assistance

FAQ